



**Le pays compte désormais de nombreux cas déclarés de cette pandémie dévastatrice qu'est le cov-19 et jusque là malgré les mesures prises par le gouvernement, elle continue sa grande enjambée. Ce qui met malheureusement le gouvernement à rude épreuve.**

Le pays entame une semaine décisive relativement à sa capacité à faire face à la pandémie et à confirmer son statut d'économies parmi les plus résilientes d'Afrique. En effet, la période du 23 au 26 de chaque mois est souvent celle des paiements de salaire et des pensions pour les retraités. Une situation qui donne souvent lieu à des attroupements de personnes en grande quantité devant des lieux de paiement.

Ainsi les guichets automatiques et agences de banques de même que les postes de paiement administratifs seront envahis par des personnes en quête de leurs rémunérations. Cette collecte des revenus est souvent suivie d'un grand dynamisme d'achats de divers biens. Pour ceux qui viennent des zones situées en dehors des centres urbains, ils sont obligés d'emprunter des transports en commun exerçant dans l'informel et où les passagers sont densément regroupés. Le gouvernement a interdit le regroupement de plus de 50 personnes, mais on ignore pour l'instant comment cette situation sera gérée. La présidence de la République et le ministère de la Santé publique dans plusieurs messages ont rappelé la nécessité de respecter les consignes d'hygiène et de distanciation entre personne. Mais que ce soit dans les banques, les transports

en commun ou les guichets automatiques des billets, les risques de contamination seront élevés. Comme réponse au problème, certaines banques proposent un accès gratuit à leurs services de banques hors agence.

Il existe aussi des possibilités de retirer son argent de son compte bancaire via un code sur son téléphone portable. Mais peu de gens sont inscrits à ce service qui génère des frais pour chaque opération contrairement à la carte bancaire. Il sera aussi difficile de contenir ou réguler les passages aux services de paiement. Les personnes ont souvent besoin de leurs argent à des dates précises et dans les banques ces comptes salaires font l'objet de prélèvement si leur détenteur ne vient pas faire le retrait. L'idée de la mise en œuvre d'un deuxième degré de confinement se fait déjà sentir dans la société, alors même que les effets de la première mesure doivent être évalués. La fermeture des points d'animations à partir de 18 heures divise au sein de l'opinion. Certains saluent cette décision qui a été prise dans plusieurs pays sévèrement touchés par le Coronavirus. Des centaines de milliers de personnes, qui vivent des activités licites menées durant cette période, s'interrogent sur la manière dont leurs pertes de revenus et autres manques à gagner seront compensés.

Le gouvernement du Cameroun n'a annoncé aucune mesure d'accompagnement financier. Cela n'est pas une surprise. Comme de nombreux pays de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cemac), le pays fait face à une tension de liquidité. De nombreuses réunions se tiennent au sein du gouvernement. Mais elles concernent la prise en charge sanitaire en cas d'une déflagration de la contamination. Dans une note d'analyse publiée le 15 août 2019, l'Agence de Notation Moody's estime que Cameroun a la flexibilité budgétaire pour résister à de nouveaux chocs extérieurs qui s'imposeraient au continent.

Mais au moment de cette réflexion, le Coronavirus et la guerre du pétrole entre l'Arabie Saoudite et la Russie ne rentrent pas encore en ligne de compte. Le pays a déjà en plus des situations difficiles à gérer. Il doit affronter des défis sécurités dans les régions Nord-Ouest-Sud-Ouest, l'Extrême-Nord et l'Est. Ils abritent de nombreux réfugiés qui ont fui l'insécurité au nord du Nigéria et de la crise politique en République centrafricaine et il doit faire face, au quotidien, à la précarité de 39% de sa population. Les arbitrages du gouvernement sont attendus.